

**Politique étrangère - Union
européenne - Commerce extérieur -
Syrie - Irak - Corée du Nord -
Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec le
quotidien «Le Parisien» - Extraits
(Paris, 31 août 2017)**

Q - En quoi le monde selon Macron est-il différent de celui de Hollande ?

R - Je ne veux pas les comparer. Dans ce que le chef de l'État a défini mardi devant les ambassadeurs, il y a du pragmatisme et de l'ambition. L'affirmation d'un grand projet pour la France : celui d'être une puissance qui s'affirme, à la fois dans les domaines diplomatique et économique.

Q - Le président a irrité la Pologne. La politique européenne sera moins encline au compromis ?

R - Il faut que l'Europe revienne à ses fondamentaux : protéger et faire en sorte qu'il y ait une plus grande prospérité, ce qui suppose une certaine interdépendance mais aussi de la solidarité. L'Europe, ce n'est pas le nivellement par le bas, c'est la convergence vers le haut. Ce n'est pas à ceux qui veulent empêcher l'Europe d'avancer de donner le ton. S'il faut avancer à quelques-uns, en restant ouvert à toutes les bonnes volontés, nous le ferons, avec un objectif : tirer l'Europe vers le haut.

Q - Y a-t-il encore un moteur franco-allemand, ou est-ce la chancelière Merkel qui mène la danse ?

R - Emmanuel Macron a largement emporté l'élection sur le thème de l'Europe. Il a eu cette audace. Ce seul fait a repositionné la France dans une relation plus équilibrée avec l'Allemagne. Depuis lors, la coopération entre nos deux pays a repris de la vigueur, comme l'a montré le conseil franco-allemand du 13 juillet, avec des résultats concrets, notamment en matière de défense. Il y aura certainement de nouvelles initiatives après les élections allemandes.

Q - Comment le président est-il perçu à l'étranger ?

R - L'arrivée de Macron a généré une nouvelle attractivité de la France. Cela lui permet de parler avec tout le monde et d'être respecté. C'est une force considérable.

Q - Allez-vous garder la main sur les exportations d'armement ?

R - Il n'est pas normal que nous ayons l'année dernière un déficit de plus de 40 Mdseuro et que cette aggravation se poursuive. On a un nombre trop faible d'entreprises qui exportent. Il faut changer la donne. Le président m'a confié la mission du commerce extérieur. Cela intègre toutes les exportations, mais Florence Parly, la ministre des armées, a un rôle de chef de file sur les exportations d'armement, selon une méthode que j'ai mise en place et qui a fait ses preuves pendant cinq ans. Nous travaillerons main dans la main dans ce domaine. En réalité, le sujet est bien plus large. La culture de l'exportation n'est pas ancrée dans les entreprises françaises par manque de confiance, et par habitude de se recroqueviller. Mon objectif, c'est d'atteindre 200.000 entreprises exportatrices, contre 120.000 aujourd'hui.

Q - Comment ?

R - Avec une méthode inspirée par le bon sens. Il faut un guichet unique au départ, dans chaque région, pour indiquer aux entreprises comment procéder. Ce que l'on peut vendre, où et comment. Je vais réunir les présidents de région pour travailler avec eux. Il faut aussi un seul interlocuteur à l'arrivée, dans le marché visé par les entreprises. Pour moi, sur le terrain, c'est l'ambassadeur qui devra définir comment il s'organise.

Q - Sur le dossier syrien, le départ de Bachar al-Assad n'est plus un préalable. Pourquoi ?

R - Daech est en train de perdre. En Irak, nous sommes déjà dans la phase d'après même si les combats continuent : la reconstruction, la stabilisation et la réconciliation. En Syrie, il y a une guerre contre les djihadistes et une guerre civile. La logique militaire aboutira à l'éradication de Daech. Il faut donc vite retrouver la méthode pour permettre une transition politique inclusive, afin de régler l'autre aspect de la crise syrienne, la guerre civile qui dure depuis 2011. Le préalable n'en est plus un. Pour autant, nous disons aussi que l'aboutissement ne peut pas être Bachar al-Assad.

Q - Le pragmatisme l'a donc emporté sur la morale ?

R - Non, les deux vont de pair, car il n'y aura pas de paix durable sans justice. La situation militaire et politique a changé. Nous agissons avec des principes clairs : la ligne rouge sur l'utilisation d'armes chimiques, la mise en oeuvre de cessez-le-feu, l'accès humanitaire dans chaque zone. Il faut créer les conditions d'une négociation pour aboutir à une transition politique avec, à terme, une nouvelle Constitution et des élections.

Q - Que se passe-t-il en cas de franchissement d'une ligne rouge ?

R - Le président a été très clair : il y aura des conséquences.

Q - Comment qualifier le rôle de la France ?

R - On est de retour dans le jeu. On est redevenu acteur.

Q - La France soutiendra-t-elle les Kurdes d'Irak s'ils se prononcent pour l'indépendance au référendum du 25 septembre ?

R - La France a toujours été aux côtés des Kurdes. Elle a toujours soutenu leurs aspirations, et leur autonomie au sein de la Constitution irakienne. J'ai dit à M. Barzani à Erbil et au Premier ministre Abadi à Bagdad que nous étions sur cette ligne. Ce qu'il faut, c'est ne pas ajouter de tensions dans un Irak déjà divisé.

(...)

Q - (Sur la Corée du Nord)

R - La Corée du Nord est en train de se doter à la fois d'outils balistiques lui permettant de toucher le Japon, de toucher les États-Unis et de toucher évidemment plus à proximité, la Corée du Sud. En même temps, elle est en train d'essayer d'acquérir la capacité nucléaire en faisant différents essais. À partir du moment où il y aura le lien entre l'effort balistique et l'effort nucléaire, là oui, la situation sera grave.

C'est une situation très préoccupante et il faut qu'il y ait une articulation entre l'ensemble des acteurs majeurs du monde pour empêcher cette prolifération.

Elle a déjà agi récemment après le tir balistique qui a eu lieu au mois de juillet, par une résolution des Nations unies très forte, à l'unanimité, qui intègre aussi la Chine et qui permet de prendre des sanctions économiques très vigoureuses contre la Corée du Nord. C'est sans doute une réaction à cette délibération du conseil de sécurité qu'ont voulu démontrer les autorités de Corée du Nord, mais il faut pousser dans cette direction pour amener la Corée à la table des discussions.

(...)/.